

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13  
FAX: (1) 43.31.19.83  
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1528 - 18 octobre 1990 - 6 F

### D 1528 NICARAGUA: GRÈVE GÉNÉRALE DE JUILLET ET STATUT DE L'ARMÉE

Deux événements politiques importants ont marqué les "cent jours" de la présidence de Mme Violeta de Chamorro depuis la passation des pouvoirs du 25 avril 1990 (cf. DIAL D 1495).

Le premier événement a été une grève générale qui a failli tourner à la guerre civile en juillet. Un premier conflit grave avait eu lieu en mai suite à des décrets gouvernementaux de suppression de la sécurité de l'emploi dans la fonction publique (10 mai), et sur la restitution à leurs anciens propriétaires de terres confisquées par le pouvoir sandiniste (cf. DIAL D 728) (23 mai). L'agitation reprenait en fin juillet, relancée par l'Association des travailleurs de la campagne (ATC) et par le Front national des travailleurs (FNT). Le 9 juillet Managua se réveillait avec des barricades et des batailles à l'arme de guerre. L'armée et la police intervenaient le 10 pour faire cesser la bataille. Le 11 des accords étaient signés, mettant fin à la grève.

La gravité de la situation a mis en relief le rôle de l'Armée populaire sandiniste qui a joué la carte de la légalité, en vertu du nouveau concept de "doctrine de stabilité constitutionnelle". Mais cette intervention de l'armée créée par le pouvoir sandiniste et commandée par le général Humberto Ortega, frère de l'ancien président de la République, n'est pas allée sans conflits internes. Pour des raisons non rendues publiques, le général Ortega a destitué le colonel Javier Pichardo, commandant en chef de l'Armée de l'air.

Dans le dossier ci-dessous nous donnons des éléments d'analyse de la grève générale de juillet et du nouveau rôle de l'armée.

Note DIAL

### 1. La grève de juillet (éditorial de *Pensamiento Proprio* d'août 1990)

Le résultat inattendu des élections de février a laissé le pays dans le trouble et la confusion. La grève de juillet a montré le caractère social et politique des élections; elle a resitué les groupes sociaux et les rapports de force; et elle a laissé à découvert un dilemme qui hypothèque l'avenir et exige un dialogue national pour jeter les bases d'un large consensus permettant de consolider la paix et de reconstruire le pays.

Le protocole de transition signé entre le gouvernement de Mme Violeta de Chamorro et le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) le 27 mars (1) a été un chef-d'oeuvre de virtuosité politique entre négociateurs chevronnés. Ils ont élaboré un accord raffiné pour une transition pacifique dans le cadre constitutionnel permettant d'une part au sandinisme de pratiquer une opposition constructive et offrant d'autre part au gouvernement un espace national.

Sur les barricades dressées par les grévistes et le peuple solidaire du Front national des travailleurs (FNT), comme dans les terres occupées par les paysans de

(1) Ce protocole définissait les conditions de la passation des pouvoirs effectuée le 25 avril 1990. (cf. DIAL D 1494 [NdT]).

l'Association des travailleurs de la campagne (ATC) pour s'opposer à l'abolition de la réforme agraire, c'est le réel protocole de transition qui a été débattu et signé dans le sang. Les accords du 11 juillet (2) sont très peu "sophistiqués" mais ils peuvent s'avérer plus décisifs.

1. Le gouvernement de Mme Violeta de Chamorro se renforce autour d'un secteur de chefs d'entreprises néolibéraux qui veulent la reconstruction pacifique du pays, en limitant l'affrontement politique avec le sandinisme au cadre constitutionnel reconnu par les deux parties. Le dialogue national et l'accord social tripartite - entre gouvernement, chefs d'entreprises et travailleurs - permettent la définition de quelques règles du jeu essentielles à la transition, et un consensus national limité mais cependant suffisant.

2. Le pays a été au bord de la guerre civile. L'armée et la police ont empêché l'affrontement final par leur respect du cadre constitutionnel, par la conviction plus que par la répression, et par le désarmement en cours de la population civile. La garantie de transition pacifique donnée par les forces armées, qui ont ainsi renouvelé dans des conditions extrêmes leur fidélité envers le nouveau gouvernement, éloigne définitivement la possibilité d'un coup d'Etat (3) et d'une explosion de violence de la part des secteurs populaires encore armés.

3. La grève a mis au jour deux extrêmes violents qui apparaissent comme des pôles antagoniques irréconciliables. C'est, d'une part, le Comité de salut national qui regroupe le vice-président (4), certains membres du gouvernement, la présidente de l'Assemblée nationale (5), le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) et douze partis de la coalition de l'Union nationale de l'opposition (UNO). Et c'est, d'autre part, des secteurs du sandinisme et de la gauche orthodoxe qui n'ont pas accepté la défaite électorale. Ils cherchent à déstabiliser le gouvernement en se servant du mécontentement populaire provoqué par les mesures draconiennes d'ajustement économique, par l'insécurité de l'emploi et par la prépotence gouvernementale.

4. L'assemblée du FSLN en juin a permis de parvenir à une certaine cohésion et à une vision politique qui n'étaient pas évidentes après sa récente défaite électorale. Le sandinisme s'est trouvé devant le dilemme d'avoir à soutenir ses bases sur les barricades et dans les occupations de terres, et en même temps d'éviter l'affrontement avec les forces armées en empêchant ainsi le gouvernement d'entrer dans une crise irréversible en raison de ses divisions internes et de la pression des masses. Les négociations directes entre l'équipe d'Ortega et l'équipe présidentielle ont permis, non sans sérieuses difficultés suite aux menaces de démission et à la lutte armée dans les rues, de négocier des accords difficiles et vulnérables mais nécessaires pour éviter le chaos et même une intervention étrangère annoncée.

5. Le rôle de Washington et de l'ambassade nord-américaine doit être tiré au clair. Les indices d'intervention dans le conflit en faveur du Comité de salut national dirigé par le vice-président de la République montrent que Washington donne la priorité à l'éradication du sandinisme, même au prix de la déstabilisation du gouvernement. Le refus digne et énergique de la présidente de tout soutien militaire étranger et sa condamnation du groupe dissident ont permis de définir "un espace et un style nicaraguayens" dans le dépassement du conflit. Quelle sera la réaction de Washington? Est-ce que l'initiative du Groupe 24 pour l'Amérique centrale et celle de Bush pour le continent (6) signifient la fin de la guerre froide par rapport à l'Amérique latine et donc la coexistence pacifique avec le sandinisme démocratique? Ou bien Washington recherche-t-il encore une homogénéisation politique totale du continent pour que "les forces du marché" introduisent le pluralisme nécessaire à toute démocratie et à la stabilité politique?

---

[2] Accords qui mettaient fin à la grève déclenchée par l'ATC le 29 juin [NdT]. [3] De la part des sandinistes, dans le cas présent [NdT]. [4] Virgilio Godoy [NdT]. [5] Mme Miriam Argüello [NdT]. [6] Le 27 juin 1990 le président Bush lançait une "Initiative pour les Amériques", plan financier sur le commerce, l'investissement et la dette extérieure [NdT].

6. Un autre dilemme non réglé est celui du rôle de l'Eglise catholique dans la grève et dans la réconciliation nationale nécessaire à une transition pacifique. Accueillir les membres de la *contra* dans le grand séminaire a été une contribution positive qui a permis d'éviter plus de sang versé dans les rues, même si cette action a été scandaleuse pour de nombreux chrétiens. Ce qui ne semble guère justifiable c'est le rôle d'agitation tenu par Radio-Católica et par des porte-parole de l'archevêché qui donnent l'impression d'encourager l'affrontement en accordant leur soutien aux groupes dissidents, en "satanisant" le sandinisme et en faisant l'éloge de la violence fomentée par Radio-Corporación.

7. Les accords tendus qui ont mis fin à la grève de mai dernier (7) n'ont pas été respectés par les milieux radicaux du gouvernement et par la mairie de Managua. L'intégration des étudiants à la grève n'a pas été seulement un geste de solidarité, elle a été également une protestation contre ce non respect et une revendication face à l'augmentation massive des transports, à la nouvelle politique du ministère de l'éducation et surtout à la prépotence de certains hauts fonctionnaires.

Le dialogue national devra tendre au respect des accords selon des mécanismes d'arbitrage efficaces. Néanmoins, l'une des tâches les plus difficiles pour l'équipe présidentielle et pour le FSLN consistera à trouver les modalités de négociation avec les secteurs les plus récalcitrants. La tâche prioritaire est d'éviter la formation d'un bloc d'ultra-droite disposant de groupes armés comme ceux qui sévissent dans les pays voisins. Ce danger de l'apparition d'un néofascisme local devrait faire l'objet des préoccupations de l'ambassade nord-américaine et des pays qui se sont offerts pour aider à la reconstruction du pays. La sanglante expérience d'El Salvador et du Guatemala ne doit jamais voir le jour au Nicaragua.

Managua, le 15 juillet 1990  
Xabier Gorostiaga sj  
président de "Coordination régionale  
d'enquêtes économiques et sociales"  
(CRIES)

## 2. Le rôle de l'armée dans le gouvernement de Mme Chamorro (Pensamiento Proprio de septembre 1990)

### LE GÉNÉRAL ORTEGA DANS UN DÉDALE DE DIFFICULTÉS

par Rodolfo Castro

(Intertitres de DIAL)

C'est une situation inédite que celle d'un gouvernement à orientation politique de droite ayant dans ses institutions une armée formée à la doctrine et à la pratique révolutionnaires de défense du pays contre une agression extérieure. Ce mélange insolite est devenu un casse-tête pour certains, et pour d'autres une impossibilité historique voire une trahison; il est considéré avec beaucoup d'appréhension, et même avec scandale, par la majorité des groupes politiques qui ont apporté leur soutien à l'élection de Mme Violeta de Chamorro, tout comme les sandinistes mais pour des raisons opposées.

#### (La place de l'armée sandiniste)

D'où vient et sur quoi repose cette "nouvelle doctrine" de l'armée sandiniste qui semble aller à contre-courant de la logique politique conventionnelle? Quels sont les défis et les limites d'une situation pleine de contradictions et de sources de conflit pour un gouvernement dont l'unité s'est brisée sur les désaccords à propos des forces armées?

(7) Grève des fonctionnaires pour protester contre le décret gouvernemental du 10 mai 1990 supprimant la sécurité de l'emploi dans la fonction publique (NdT).

Même si "l'origine formelle" de cette doctrine se situe dans la Constitution de 1986, ce n'est qu'avec la mise en place de la commission de passation des pouvoirs, après la défaite électorale du FSLN, que cette doctrine a pris ses contours pratiques. Ses bases générales ont été posées par le protocole de transition (cf. note 1) signé le 27 mars. Les artisans de ces accords - reçus avec soulagement par la majorité, rejetés par les extrêmes de la droite et de la gauche, et accueillis en silence par le gouvernement nord-américain - ont été le général Humberto Ortega et Antonio Lacayo.

(...)

Dans le protocole de transition d'autres aspects de la question militaire ont été mis à l'épreuve, parfois même à l'épreuve du feu: celle de la réduction des effectifs, de sa subordination au pouvoir civil et de son caractère apolitique. Sur chacun de ces points, l'application des accords a été manifeste, mais aussi leurs limites et leur ambivalence.

#### (Réduction des effectifs)

En matière de réduction des effectifs militaires, d'après les données officielles, l'Armée populaire sandiniste comptait au début de cette année 96.660 hommes. Après l'échec électoral du FSLN, les désertions qui ont eu lieu ajoutées à la diminution de la conscription puis à sa suppression, ont ramené les effectifs à 82.000. Le plan de réduction présenté par le général Ortega le 7 juin comporte dans un premier temps une coupe de 50% sur la base de ces 82.000 hommes. Il s'ensuit qu'actuellement l'Armée populaire sandiniste comporterait environ 41.000 hommes.

De plus, dans cette première phase, le désarmement des civils lors d'opérations conjointes de l'armée et de la police du 25 avril à la mi-août se serait soldé par la récupération de 50.000 armes et équipements de guerre de toutes sortes.

La seconde phase porterait sur la hiérarchie militaire, mais cela se ferait dans le cadre de négociations régionales pour déterminer un équilibre militaire raisonnable dans la région. Bien que l'Armée populaire sandiniste ait été réduite à des dimensions proches de ses homologues du Guatemala, d'El Salvador et du Honduras, ces derniers n'ont pas accepté la proposition nicaraguayenne de geler le niveau des effectifs et des armes de combat, proposition présentée lors de la rencontre des responsables militaires à San José les 31 juillet et 1er août. Dans les déclarations ultérieures, les hauts échelons militaires de ces pays ont affirmé que l'Armée populaire sandiniste représentait encore une menace dans la région parce qu'elle était "une armée marxiste-léniniste qui ne changera pas d'un poil son idéologie".

Lors de la rencontre au sommet d'Antigua (8), James Baker a fait savoir à Mme Violeta Chamorro que les Etats-Unis n'étaient pas d'accord sur l'application du protocole de transition dans ses aspects militaires: la permanence du général Ortega et de son état-major à la tête de l'armée n'était pas acceptable. Le message avait déjà été transmis à Managua quelques jours plus tôt par Bernard Aronson à la présidente, qui faisait ainsi écho au Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), aux fidèles du vice-président Virgilio Godoy et aux syndicats proches de l'UNO, tous secteurs sociaux qui mettent en doute la réduction de l'Armée populaire sandiniste. Par ailleurs, le Département d'Etat a fait passer "la fuite" au *New York Times* que l'Armée populaire sandiniste continuait d'envoyer des armes en El Salvador.

#### (Subordination au pouvoir civil)

La subordination au pouvoir civil est passée par une épreuve cruciale à l'occasion des affrontements de juillet entre les groupes radicalisés des forces en con-

[8] 8e sommet des présidents d'Amérique centrale au Guatemala les 16 et 17 juin 1990 (NdT).

flit, dans le cadre de la grève générale. L'Armée populaire sandiniste et les forces de sécurité sont parvenues à rendre cette subordination effective au moment d'un violent affrontement qui, dans tout autre pays latino-américain, aurait presque automatiquement viré au massacre.

Des autorités gouvernementales ont reconnu avec surprise la netteté de l'effort pacifique des forces armées dans un conflit qui menaçait dangereusement de tourner à la guerre civile. En dépit de ce comportement professionnel, des questions sont restées en suspens. Certains milieux du gouvernement et de la droite ont accusé le commandement des forces armées de "complicité" avec les grévistes, ce qui est compréhensible de leur point de vue politique de refus du dialogue et de la négociation avec les sandinistes. Mais là n'est pas le problème, car la neutralité est une chose et le professionnalisme en est une autre, et ce dernier n'a rien à voir avec telle ou telle autre orientation idéologique. La confusion entre les deux conduit à identifier professionnalisme avec répression et massacres, voire génocide.

Le problème réside bien davantage dans la capacité, pour les forces armées, d'un travail propre dans une dynamique de futurs conflits qui dépasserait les possibilités de négociation des personnes impliquées. C'est alors que monterait la tension en cas de décision de "ne pas tourner les fusils contre le peuple", suite à un ordre venant d'en haut. En tout cas, dans une situation limite, le régime démocratique tend à se dénaturer quand il envisage de rompre avec "les armes de la raison" pour en venir à "la raison des armes".

#### (Caractère apolitique de l'armée)

Dans un autre domaine, la preuve déterminante de l'apolitisme des forces armées n'a pas encore été pour l'heure jusqu'à la démission du général Ortega de la direction du FSLN et de membres du haut commandement de leurs charges dans le parti. Le général Ortega n'en a pas moins donné une forte impulsion à la séparation parti-armée, un lien qui n'avait certes pas les dimensions des pays de l'Est mais qui était cependant fortement critiqué de l'extérieur et de l'intérieur parce qu'il était l'un des facteurs de la baisse de légitimité du sandinisme comme force politique.

#### (La rébellion du colonel Pichardo)

L'affaire du colonel Javier Pichardo a révélé les difficultés de la séparation Etat-armée-parti comme prémisses de la nouvelle doctrine militaire. Indépendamment des motivations conjoncturelles qui ont poussé l'ancien chef de l'Armée de l'air à entrer en rébellion face à ses supérieurs, son comportement a mis à nu les antagonismes et les écueils de la remise en cause de la forte politisation des cadres professionnels de l'armée. Cette "surpolitisation" aurait porté atteinte à l'esprit de corps (9) de l'institution militaire, concept hautement significatif de la "nouvelle orientation" d'une armée garante de la stabilité nationale.

Mais il faut aussi tenir compte de la réalité complexe d'une armée surgie comme force dans la guerre. De ce fait, elle est objectivement un pouvoir militaire face à des pouvoirs sociaux qui émergent aujourd'hui dans le Nicaragua de l'après-guerre. Ce superpouvoir pourrait mettre en danger le processus démocratique s'il n'oeuvrait pas pour sa part à une réorientation et à un réajustement par rapport aux réalités nouvelles. C'est pourquoi le pouvoir militaire affirme sa subordination au pouvoir civil en se limitant à un rôle davantage professionnel et institutionnel, et en se rectifiant en ce sens; dans sa conception, ce rôle est celui de l'efficacité technique, non point neutre, mais éloigné de toute action répressive contre le peuple, attitude trop souvent traditionnelle dans les armées latino-américaines qui sont erronément qualifiées d'"institutionnelles et professionnelles".

[9] Expression en français dans le texte [NdT].

(Difficultés à venir)

Le général Humberto Ortega est parvenu à garder sa cohésion au conseil militaire des forces armées sandinistes devant la première offensive militaire contre sa doctrine de défense de la stabilité constitutionnelle. Il est possible qu'il y ait d'autres désaccords car ce n'est pas tout le monde qui a compris le nouveau rôle de l'armée et qui l'accepte, en dépit des bases rationnelles de la nouvelle doctrine sur la marche et la protection du processus démocratique d'ici à la nouvelle relève présidentielle de 1996 et au-delà.

On peut également s'attendre à ce que le gouvernement nord-américain, dont l'objectif est le démantèlement de l'Armée populaire sandiniste, continue de conspirer - directement ou par le biais des militaires d'Amérique centrale et des forces intérieures agglutinées dans l'UNO, le COSEP et les syndicats de droite - pour faire éclater la base sur laquelle s'appuie l'Armée populaire sandiniste pour mener à bien son plan d'accompagnement de la démocratie.

Le général Ortega se trouve dans un véritable dédale où il lui faudra, à chaque coin, faire face à des embuscades, à des refus et à des remises en question de sa doctrine de stabilité constitutionnelle, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de son parti et de l'armée. Le sort en est jeté: l'Armée populaire sandiniste a fait le pari d'être une composante professionnelle responsable de la stabilité du pays. C'est un exercice d'équilibre périlleux dans une situation de forte instabilité structurelle, sous le signe d'un gouvernement très fragile et peu cohérent, faisant l'objet de pressions de la part des milieux politiques et économiques de droite, à l'intérieur comme à l'extérieur.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 350 F - Etranger 410 F - Avion 480 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441